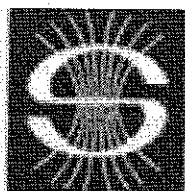


MALTERIES FRANCO-BELGES

Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 31/12/2009

EXERCICE 30 JUIN 2010



GROUPE SOUFFLET

MALTERIES FRANCO-BELGES

Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES

SOMMAIRE

Attestation du responsable du rapport financier semestriel	3
Rapport semestriel d'activité	4
Comptes consolidés semestriels	7
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle	33

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Christophe PASSELANDE
Président du Conseil d'Administration-Directeur Général

MALTERIES FRANCO-BELGES

**Société Anonyme au capital de 15.123.000 €
Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE
552 121 816 RCS TROYES**

RAPPORT D'ACTIVITE AU 31/12/2009

I – ACTIVITE DE MFB

La production au cours de ce semestre est en retrait de - 1% par rapport à la même période de l'exercice précédent ; elle reste cependant proche de la capacité nominale des 4 sites et est conforme aux prévisions. Bien que les livraisons aient été supérieures à l'exercice dernier de + 1.8%, elles restent en deçà de la production, avec des retards sur les clients d'Union Européenne, et ce malgré un carnet de commande correctement rempli. La politique prudente d'achat des matières premières a permis de profiter de la baisse des cours intervenue en 2008/2009. En raison de l'amélioration des prix de revient, les marges brutes unitaires sont en hausse de + 26% par rapport à l'exercice dernier.

Au titre de ce semestre, MFB a enregistré un chiffre d'affaires social de 49.4 M€ et son résultat net social ressort positif de à 5.2 M€.

II – CONSOLIDATION

Le périmètre international du Groupe MFB comprend, la Société COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MALTERIES-CIM détenue à hauteur de 47.71 % et ses filiales.

Globalement, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe MFB est de 49.4 M€ et le résultat net, compte tenu de la mise en équivalence de la CIM et de ses filiales, est bénéficiaire de 7.2 M€ contre un déficit au 31/12/2008 de (3.7) M€.

1 - Activité de la CIM et de ses filiales, intégrées par mise en équivalence

La production de SLADOVNY SOUFFLET CESKA REPUBLIKA a baissé de - 1.1% par rapport au 2nd semestre 2008. L'augmentation de capacité de 2 sites intervenue en fin d'exercice 2008/2009 a compensé la fermeture de 2 petites unités devenues non compétitives. Les livraisons du semestre, inférieures à la production, sont en retrait de - 5.6% par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice 2008/2009. La contribution au chiffre d'affaires consolidé de SSCR dans le Groupe CIM s'élève à 64.4 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé est positive de 5.4 M€ contre une contribution négative de (3.3) M€ au 31/12/2008. Les autres produits et charges financiers affichent une perte de (1.4) M€ au 31/12/2009 contre une perte de (7.3) M€ au 31/12/2008.

La production de MALTERIE SOUFFLET SAINT PETERSBOURG-MSSP est en recul par rapport au 31/12/2008. La baisse importante de la demande de malt en Russie liée à la diminution de la consommation de bière et au changement de recette chez certains brasseurs, a entraîné une surcapacité en Russie. Afin de réduire les stocks de malt, la production a dû être arrêtée pendant plusieurs semaines. Les ventes restent supérieures au volume produit, mais sont en baisse de - 23% par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent. La contribution de MSSP au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM ressort à 6.7 M€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice et sa contribution au résultat net total consolidé représente une perte de (2.2) M€ contre un gain de 0.9 M€ au 31/12/2008. Les autres produits et charges financiers affichent un résultat proche de 0 au 31/12/2009 contre une perte de (1) M€ au 31/12/2008.

La production de SLOWDOWNIA SOUFFLET POLSKA a baissé de - 4 % en raison de l'utilisation de variétés d'orge qui a nécessité un ralentissement du process. Cependant, les ventes ont progressé de 7 % par rapport au 2nd semestre 2008. La contribution de cette Société au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM ressort au 31/12/2009 à 17.9 M€. Sa contribution au résultat net total consolidé s'élève à 2.9 M€ contre une contribution de 0.8 M€ au 31/12/2008. Les autres produits et charges financiers affichent un gain de 1.3 M€ au 31/12/2009 contre une perte de (1.1) M€ au 31/12/2008, ce gain étant principalement dû au redressement du Zloty.

La malterie de SLAVUTA en UKRAINE a enregistré un recul important de sa production pour les mêmes raisons qu'en Russie. En revanche, les ventes sont supérieures à la production et en progression de +16% par rapport au 1^{er} semestre 2008/2009. La contribution de SLAVUTA au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève à 16.4 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé est positive de 1 M€ contre une contribution négative de (7.2) M€ au 31/12/2008. Les autres produits et charges financiers affichent une perte de (1) M€ au 31/12/2009 contre une perte nette de (12.6) M€ au 31/12/2008. Cette évolution est principalement due à une baisse beaucoup moins prononcée par rapport à la même période en 2008 de la Hryvnia Ukrainienne.

La production de MALTERIE SOUFFLET KAZAKHSTAN a également reculé fortement sur le semestre, avec un arrêt de production de plusieurs semaines. Les ventes sont supérieures à la production, ce qui a permis de réduire les stocks de malt avant la période d'hiver. La contribution de cette société au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève à 7.2 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé est négative de (1.4) M€ contre une contribution positive de 1.2 M€ au 31/12/2008.

La production de la filiale serbe MALTINEX est en hausse de + 9 % sur ce 1^{er} semestre, grâce à des investissements dans l'usine. Les ventes progressent également de + 2 %, mais restent inférieures à la quantité produite. Sa contribution au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève, pour le 1^{er} semestre de l'exercice, à 11 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé est positive de 0.3 M€ contre une contribution négative de (1.6) M€ au 31/12/2008. Les autres produits et charges financiers affichent une perte de (0.1) M€ au 31/12/2009 contre une perte de (2.5) M€ au 31/12/2008.

La nouvelle unité de SOUFFLET MALT ROMANIA à Buzau est entrée en service durant l'été. Les livraisons ont débuté dès l'automne mais restent en deçà des prévisions, générant un niveau de stock assez élevé à la fin de ce semestre. Sa contribution au chiffre d'affaires consolidé dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 7.1 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé est négative de (0.9) M€ contre une contribution négative de (7.6) M€ au 31/12/2008. Les autres produits et charges financiers affichent un résultat proche de 0 au 31/12/2009 contre une perte de (4.3) M€ au 31/12/2008.

La production de MALTERIE SOUFFLET MAGYARORSZAG est stable. Les volumes de vente du semestre sont en baisse du fait du retard d'enlèvement d'un client à l'export. La contribution au chiffre d'affaires de cette société dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 4.1 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé est positif de 0.3 M€ contre une contribution positive de 0.5 M€ au 31/12/2008.

2 - Synthèse de la CIM et de ses filiales, avant intégration par mise en équivalence

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe CIM est de 134.8 M€ au 31/12/2009 contre 170.9 M€ au 31/12/2008. Le résultat opérationnel est de 9.8 M€ au 31/12/2009 contre 12.7 M€ au 31/12/2008. Les autres produits et charges financiers affichent une perte de (3.1) M€ au 31/12/2009 contre une perte de (28) M€ au 31/12/2008. Le résultat net est bénéficiaire de 3.3 M€ au 31/12/2009 contre une perte de (16.3) M€ au 31/12/2008.

III - PERSPECTIVES

Compte tenu de la crise économique mondiale et du niveau d'incertitude élevé, il est aujourd'hui difficile d'établir des perspectives, notamment sur la zone CEI.

En France, le carnet de commande permet d'assurer la production sur les mois qui viennent. Selon les plannings actuels, le retard des livraisons du 1^{er} semestre ne sera pas totalement rattrapé à la fin de l'exercice. Grâce à une baisse du coût des achats, l'amélioration des marges brutes devrait permettre d'atteindre l'objectif annuel fixé, au niveau de l'exercice dernier.

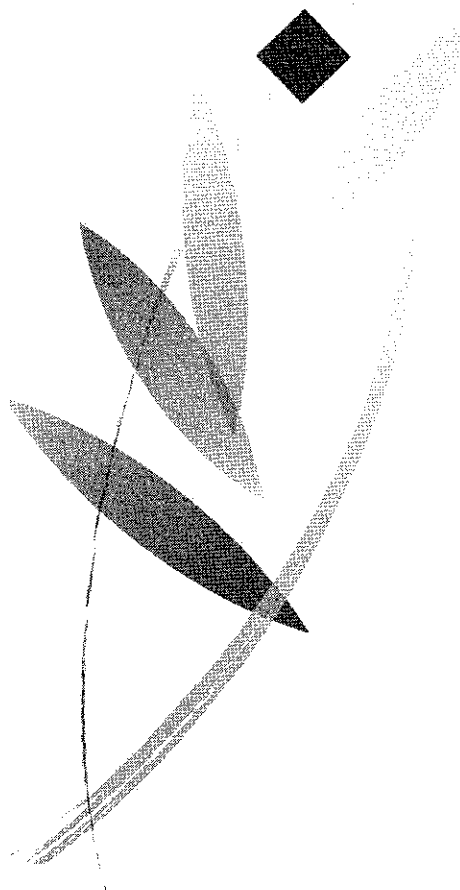
En Europe Centrale, les reports de stocks de la campagne dernière et les retards d'enlèvements vont entraîner des ajustements de production afin de diminuer le niveau des stocks sur l'exercice. Cependant, l'amélioration des marges brutes, notamment par un meilleur prix d'achat des matières premières, devrait permettre d'atteindre l'objectif fixé, supérieur à l'exercice dernier, exercice impacté par les coûts liés à l'investissement en Roumanie et les pertes de change liées aux dépréciations des monnaies.

Dans la zone CEI, après avoir arrêté ou réduit fortement la production pour alléger les stocks au cours de ce 1^{er} semestre, la production et les ventes devraient être en hausse sur le 2nd semestre de l'exercice. La Russie restera le point le plus difficile du fait de la surcapacité existante dans le pays générant une pression forte sur le marché. Conséquence directe de la sous activité, les résultats devraient être en deçà des objectifs et en baisse par rapport à l'exercice dernier.

IV - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE

Aucun événement significatif postérieur à la période.

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS
AU 31/12/2009



BILAN CONSOLIDE AU 31/12/2009

(en K€uros)	Notes	31/12/2009	31/12/2008	30/06/2009
ACTIF				
Immobilisations incorporelles	4	428	416	450
Immobilisations corporelles	5	27 101	19 823	27 685
Participation dans les entreprises associées	6	79 247	71 589	75 582
Autres actifs non courants	7	6 248	5 944	6 095
Actifs non-courants		113 024	97 772	109 812
Stocks et en-cours		14 609	15 609	24 932
Clients et autres débiteurs		5 245	5 863	6 663
Autres actifs courants		89	63	114
Comptes courants - Actifs (*1)	8	0	221	6
Instruments de trésorerie - Actif		377	0	319
Trésorerie	8	762	131	415
Total Actifs courants		21 082	21 887	32 449
TOTAL DE L'ACTIF		134 106	119 659	142 261
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Capital		15 123	15 123	15 123
Réserves liées au capital		16 378	16 378	16 378
Réserves et résultat consolidés (*2)		76 665	54 586	69 287
Gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres		(4 492)	(1 741)	(4 022)
Capitaux propres (Part du groupe)		103 574	84 346	96 766
Intérêts minoritaires		0	0	0
Total intérêts minoritaires		0	0	0
Capitaux propres		103 574	84 346	96 766
Emprunts et dettes financières	8	724	1 740	708
Provisions pour retraites et engagements similaires	9	759	730	725
Autres provisions non courantes	9	1 436	0	18
Impôts différés	10	6 558	2 861	6 501
Autres passifs non courants		14	24	19
Passifs non courants		9 491	5 355	7 971
Emprunts et concours bancaires (part à -1 an)	8	1 634	1 730	1 180
Comptes courants - Passif (*1)	8	9 314	13 284	13 446
Provisions (part à -1 an)	9	604	2 327	2 133
Fournisseurs et autres créditeurs		7 286	12 203	19 800
Dettes d'impôts		2 187	404	955
Autres passifs courants		16	10	10
Passifs courants		21 041	29 958	37 524
TOTAL DU PASSIF		30 532	35 313	45 495
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		134 106	119 659	142 261
(*1) les comptes courants actifs et passifs sont désormais présentés séparément				
(*2) dont résultat de la période part du Groupe		7 193	(3 673)	11 028

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31/12/2009

(en K€uros)	Notes	31/12/2009	31/12/2008	30/06/2009
		(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)
COMPTE DE RESULTAT				
Produits des activités ordinaires	11	49 440	47 625	106 010
Autres produits de l'activité	12	1 603	0	1 658
Achats consommés		(34 698)	(40 201)	(85 137)
Charges externes		(5 085)	(4 785)	(9 068)
Charges de personnel		(2 251)	(2 144)	(4 302)
Impôts et taxes		(795)	(617)	(1 369)
Amortissements et provisions	15	(1 003)	(656)	5 240
Variation des stocks d'en-cours et produits finis		831	5 636	3 203
Autres produits et charges opérationnels courants		(31)	(1 111)	60
Résultat opérationnel courant		6 011	3 747	16 295
Résultat sur cession de participations consolidées		0	0	0
Autres produits et charges opérationnels non courants	13	(76)	(315)	(556)
Résultat opérationnel		7 935	3 432	15 739
Coût de l'endettement financier		(253)	(488)	(740)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	17	1 884	(5 396)	878
Autres produits financiers		787	401	733
Autres charges financières		(436)	(754)	(540)
Résultat avant impôt		9 917	(2 805)	16 070
Charge d'impôt	16	(2 724)	(868)	(5 042)
Résultat		7 193	(3 673)	11 028
Part du Groupe		7 193	(3 673)	11 028
Part des minoritaires		0	0	0
Nombre de titres		495 984	495 984	495 984
Résultat Net par action en euro		14,5	(7,4)	22,2
Résultat Net dilué par action en euro		14,5	(7,4)	22,2

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE AU 31/12/2009

<i>(en K€uros)</i>	Notes	31/12/2009	31/12/2008	30/06/2009
		(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE				
Résultat net de l'ensemble consolidé		7 193	(3 673)	11 028
Ajustements				
Résultat des sociétés mises en équivalence		(1 884)	5 396	(878)
Dotation aux amortissements et provisions		1 015	765	(5 203)
Plus et moins values de cession			(138)	(138)
Dividendes (titres non consolidés)		(49)	(26)	(26)
Elimination des profits et pertes latents liés aux variations de juste valeur		(74)		277
Autres produits et charges sans incidence de trésorerie	18	(25)		8
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier et impôt		6 177	2 324	5 068
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		2 724	868	5 042
Coût de l'endettement financier		253	488	740
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt		9 154	3 680	10 850
Variation du BFR	19	(722)	(920)	(3 534)
Impôts versés		(1 471)		(57)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (A)		6 961	2 760	7 259
Coût d'acquisition des titres	1	(2 166)	(3 387)	(3 387)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(489)	(876)	(2 986)
Variation des actifs financiers		(153)	(135)	(285)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles			192	192
Dividendes reçus (titres non consolidés)		48	26	26
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement (B)		(2 760)	(4 180)	(6 440)
Augmentation de capital				
Emission d'emprunts		26	49	60
Remboursement d'emprunts		(141)	(243)	(1 395)
Intérêts financiers nets versés		(244)	(449)	(749)
Dividendes payés aux actionnaires du groupe				
Flux de trésorerie liés aux activités de financement (C)		(357)	(643)	(2 084)
Incidence de la var des taux de change (D)				
Incidence chgt de principes comptables (E)				
Variation de trésorerie (A)+(B)+(C)+(D)+(E)		3 844	(2 063)	(1 265)
Trésorerie d'ouverture	8	(13 118)	(11 428)	(11 853)
Trésorerie de clôture	8	(9 274)	(13 491)	(13 118)
Variation de trésorerie		3 844	(2 063)	(1 265)

ÉTAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES 31/12/2009

(en K€uros)	Notes	31/12/2009	31/12/2008	30/06/2009
		(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)
Résultat net		7 193	(3 673)	11 028
Écarts de conversion (*1)		(385)	(10 749)	(13 031)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(385)	(10 749)	(13 031)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		6 808	(14 422)	(2 003)
Dont part du groupe		6 808	(14 422)	(2 003)
Dont part intérêts minoritaires		0	0	0

(*1) Ecarts de conversion provenant uniquement des entreprises mises en équivalence

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

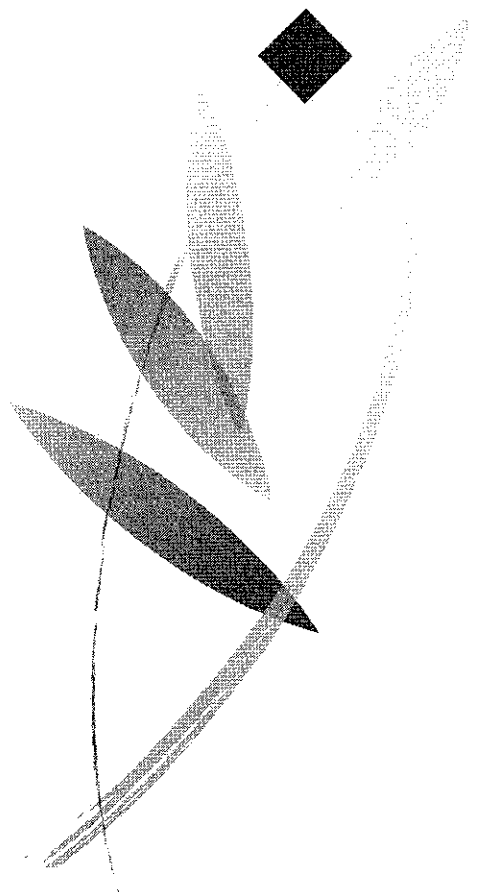
(en K€uros)	Part du groupe						
	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptab. directement en capitaux propres	Capitaux propres - part du groupe	Capitaux propres - part des minoritaires	Total capitaux propres
Situation au 30 juin 2008	15 123	16 378	58 808	8 460	98 769		98 769
Résultat net de la période			11 028		11 028		11 028
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				(13 031)	(13 031)		(13 031)
Total résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			11 028	(13 031)	(2 003)		(2 003)
Variation de périmètre			(549)	549			
Situation au 30 juin 2009	15 123	16 378	69 287	(4 022)	96 766		96 766
Résultat net de la période			7 193		7 193		7 193
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				(385)	(385)		(385)
Total résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			7 193	(385)	6 808		6 808
Variation de périmètre (a)			85	(85)			
Situation au 31/12/2009	15 123	16 378	76 565	(4 492) (b)	103 574		103 574

(a) Effet variation taux d'intégration de la société CIM sur la réserve de conversion suite au rachat de titres pour 85 K€.

(b) réserve de conversion

**ANNEXES
AUX COMPTES CONSOLIDÉS**

AU 31/12/2009



SOMMAIRE



- NOTE 1 – Périmètre de Consolidation
- NOTE 2 – Evènements postérieurs à la clôture
- NOTE 3 – Principes Comptables
- NOTE 4 – Immobilisations incorporelles
- NOTE 5 – Immobilisations corporelles
- NOTE 6 – Participations dans les entreprises associées
- NOTE 7 – Autres actifs non courants
- NOTE 8 – Emprunts, Dettes financières, Concours bancaires, Dette nette
- NOTE 9 – Provisions
- NOTE 10 – Actifs et Passifs d'impôt différé comptabilisés au bilan
- NOTE 11 – Information sectorielle
- NOTE 12 – Accord de péréquation
- NOTE 13 – Autres produits et Charges opérationnels non courants
- NOTE 14 – Evaluation des Unités Génératrices de Trésorerie
- NOTE 15 – Amortissements et Provisions
- NOTE 16 – Impôts Sociétés
- NOTE 17 – Quote-part de résultat dans les entreprises associées
- NOTE 18 – Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie
- NOTE 19 – Variation du Besoin de fonds de roulement
- NOTE 20 – Dettes garanties par des sûretés réelles
- NOTE 21 – Montant des engagements financiers
- NOTE 22 – Gestion des risques
- NOTE 23 – Honoraires des commissaires aux comptes

NOTE 1 – Périmètre de Consolidation

Le périmètre consolidé se résume quantitativement comme suit :

Intégration globale	1
Intégration proportionnelle	-
Société mise en équivalence	1
	<hr/>
Total	2

Les sociétés Malteries Franco-Belges et Compagnie Internationale de Malteries clôtureront leur exercice en cours au 30 juin 2010.

Société mère

	Siège social	% intérêt de M.F.B.	% contrôle de M.F.B.
MALTERIES FRANCO-BELGES	Quai du Général Sarrail 10400 NOGENT SUR SEINE	100.00	100.00

Sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence

	Siège social	% intérêt de M.F.B.	% contrôle de M.F.B.
COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MALTERIES (C.I.M.)	Quai du Général Sarrail 10400 NOGENT SUR SEINE	47.71	47.71

Selon le pacte d'Actionnaires du 11.12.01 et son avenant du 24.03.05, MFB a effectué en date du 30.06.09 avec effet de transfert de propriété au 27 juillet 2009, une levée d'option de 45 255 titres de la COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MALTERIES possédés par Unigrains pour un montant de 2 166 K€. Cette opération a porté le pourcentage de détention de la CIM de 46,49 % à 47,71 %.

Par ailleurs, le principal actionnaire hors Groupe détient 52.3 % du capital de la CIM au 31 décembre 2009. La société MFB consolide de ce fait la CIM et ses filiales selon la méthode par mise en équivalence.

Filiales de la C.I.M.

	Siège social	% contrôle de la C.I.M.
MALTERIE SOUFFLET ST PETERSBOURG	194292 Saint Petersburg FEDERATION DE RUSSIE	69.97
SLODOWNIA SOUFFLET POLSKA	61285 Poznan POLOGNE	100.00
SOUFFLET MALTERIE ROUMANIE	120118 Buzau 1 ROUMANIE	100.00

	Siège social	% contrôle de la C.I.M
MALTERIE SOUFFLET HONGRIE	8800 Nagykanisza HONGRIE	100.00
SLADOVNY SOUFFLET CR	796 26 Prostejov REPUBLIQUE TCHEQUE	100.00
BMC AKCIOVA SPOLECNOST	140 00 Praha REPUBLIQUE TCHEQUE	100.00
SOUFFLET MALTING KAZAKHSTAN	Tekeli KAZAKHSTAN	97.82
MALTINEX	21400 Backa Palanka SERBIE	100.00
SLAVUTA MALTING PLANT	30000 Slavuta UKRAINE	93.11

Au cours de la période, la Compagnie Internationale de Malteries a acquis 2,89 % des titres de Soufflet Malting Kazakhstan et 0,19 % des titres de Slavuta Malting Plant.

NOTE 2 – Evènements postérieurs à la clôture

NEANT

NOTE 3 – Principes Comptables

Malteries Franco-Belges est cotée sur le marché Euronext Paris – Compartiment C.

L'exercice social a une durée de 12 mois commençant le 1^{er} juillet 2009 et finissant le 30 juin 2010. Les états financiers sont présentés en milliers d'Euros pour la période du 1^{er} semestre de l'exercice 2009/2010.

Les comptes consolidés intermédiaires au 31 décembre 2009 du Groupe MFB sont réalisés conformément aux principes et méthodes définis par le référentiel international IFRS : International Financial Reporting Standards tels qu'adoptés par l'Union Européenne (règlement 1606/2002 du Conseil Européen du 19 juillet 2002).

Les normes, interprétations et amendements suivants, parus au journal officiel de l'Union Européenne sont appliqués pour la première fois à compter du 1er juillet 2009.

- IFRS 8 « secteurs opérationnels » remplaçant la norme IAS 14 "Information sectorielle". L'application de la norme n'a pas d'impact sur l'information sectorielle communiquée ;
- amendement d'IAS 1 « présentation des états financiers », Le Groupe a opté pour la présentation de deux états distincts : un état intitulé "Compte de résultat consolidé" détaillant les composantes du résultat net et un état intitulé "Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres" détaillant les pertes et gains comptabilisés directement en capitaux propres.

Les nouvelles normes, amendements et interprétations IFRS suivants n'ont pas eu d'impact dans les comptes de la période :

- amendement d'IAS 23 « coûts d'emprunts » ;
- amendement d'IAS 32 et IAS 1 « Instruments financiers remboursables au gré du porteur et obligations à la suite d'une liquidation » ;
- amendement d'IFRS 1 et IAS 27 « Coût d'acquisition d'une participation dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entreprise associée » ;

- amendement d'IFRS 3 et IAS 27 « Regroupement d'entreprise »
- IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle » ;
- IFRIC 14 « IAS 19 - Limitation de l'actif au titre de prestations définies, obligation de financement minimum et leur interaction » ;
- IFRIC 15 « Accords pour la construction d'un bien immobilier » ;
- IFRIC 16 « Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger ».

La Loi de Finances pour 2010, votée le 30 décembre 2009, a supprimé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacée par la Contribution Economique Territoriale (C.E.T) qui comprend deux nouvelles contributions :

- La Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E) assise sur les valeurs locatives foncières de l'actuelle Taxe Professionnelle ;
- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E), assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

Le groupe a conclu à ce stade que le changement fiscal mentionné ci-dessus consistait essentiellement en une modification des modalités de calcul de l'impôt local français, sans en changer globalement la nature. Notamment, la CET reste calculée sur des bases mixtes comprenant des éléments qui ne répondent pas à la définition d'un résultat imposable au sens de la norme IAS 12, comme la valeur locative foncière des actifs immobiliers.

Le groupe considère donc qu'il n'y a pas lieu d'appliquer à la CVAE comme à la CFE un traitement comptable différent de celui de la taxe professionnelle. Ces deux nouvelles contributions seront donc classées en charges opérationnelles, sans changement par rapport à celui retenu pour la taxe professionnelle.

Les états financiers présentés ci-après ne tiennent pas compte des révisions de normes non encore approuvées par le Comité de la Réglementation Comptable Européen, ni des projets de normes en cours au niveau de l'IASB (International Accounting Standards Board), ni des normes et interprétations publiées mais non entrées en vigueur.

Par ailleurs, la société n'a pas identifié de normes la concernant approuvées par le Comité de la Réglementation Comptable Européen et pouvant être appliquées pas anticipation au 1er juillet 2009.

ESTIMATION DE LA DIRECTION

Pour l'établissement des états financiers conformément aux normes IFRS, le Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

La Direction revoit régulièrement ces estimations et appréciations sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif.

Les résultats réels futurs sont susceptibles de différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

CONVERSION DES ELEMENTS EN MONNAIE ETRANGERE

Conversion des comptes des filiales étrangères

Les comptes de bilan des filiales étrangères dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au taux de clôture. Le compte de résultat et les flux du tableau de flux de trésorerie sont convertis au taux moyen. La différence de change entre la conversion du compte de résultat au taux moyen et sa conversion au taux de clôture est inscrite au poste « Capitaux propres » dans la rubrique « Écarts de conversion ». Il en est de même pour la différence de change constatée lors de la conversion des capitaux propres d'ouverture au taux de clôture. Aucune filiale du groupe n'est présente dans un pays considéré à forte inflation.

Conversion des transactions en monnaie étrangère

Les transactions en devises étrangères sont converties au cours de change à la date de transaction. Les créances et les dettes libellées en monnaie étrangère sont converties au taux de clôture. Les pertes et profits en résultant sont portés au compte de résultat en pertes et gains de change.

Écarts de conversion antérieurs à la date de transition aux IFRS

Le groupe a retenu l'option offerte par la norme IFRS 1 en remettant à zéro les écarts de conversion précédemment calculés lors de la conversion des comptes des filiales étrangères en euros. Le montant existant au 30 juin 2004 a été reclassé en réserves, sans impact sur les capitaux propres du groupe. Il ne sera donc pas tenu compte dans les résultats de cessions futures d'entités consolidées ou associées des écarts de conversion antérieurs à la date de transition aux IFRS.

ECARTS D'ACQUISITION

Le groupe n'avait pas d'écarts d'acquisition positifs à la date de la première application des normes IFRS, 1^{er} juillet 2004. Le rachat successif de minoritaires a généré des écarts d'acquisition positifs. (Note 6)

INSTRUMENTS FINANCIERS

Afin de gérer son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt, le groupe utilise des instruments dérivés conclus avec des contreparties de premier rang.

Principes communs relatifs aux instruments financiers de couverture

Les instruments utilisés sont limités aux produits suivants : achats et ventes à terme de devises, swaps de devises, achats et ventes d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change ; swaps de taux d'intérêts, achats et ventes de caps et de floors dans le cadre de la couverture du risque de taux.

Ils ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang
- de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change, et au risque de taux font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction.

Règles de couverture

En matière de risque de change : le principe appliqué au sein du groupe est de couvrir, lorsque le marché et la législation locale le permettent, les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales.

En matière de risque de taux : le principe est de couvrir, au niveau d'une filiale spécialisée, sous forme de macro-couverture, tout ou partie des passifs financiers dans la mesure où ces derniers présentent un caractère prévisible et récurrent.

Méthodes de comptabilisation

Les instruments financiers ne font volontairement pas l'objet d'une comptabilité de couverture afin de ne pas alourdir les procédures administratives du Groupe. Dans ce cas, la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée dans le compte de résultat.

ELIMINATION DES COMPTES INTRA-GROUPE

Toutes les transactions et tous les actifs et passifs réciproques entre les entreprises consolidées par intégration globale sont éliminées. Les opérations internes entre les sociétés consolidées sont éliminées.

ACTIFS NON COURANTS

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles n'ayant pas fait l'objet de regroupement d'entreprise figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production. Elles n'ont pas fait l'objet de réévaluation.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 16 – Immobilisations corporelles, les durées d'amortissement pratiquées sont conformes à la durée d'utilisation des biens concernés :

- Constructions : 10 à 50 ans
- Matériel et outillage : 10 à 30 ans
- Autres immobilisations corporelles : 4 à 25 ans

La décomposition a été réalisée selon la méthode de reconstitution du coût historique amorti.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 23 révisée, les coûts d'emprunt directement liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif éligible constituent un élément du coût de cet actif. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charge. Un actif éligible est tout actif exigeant une période importante de mise en état pour l'usage prévu.

Les contrats de crédit-bail et autres contrats de location financement ayant pour objet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs sont classés en tant que contrats de location financement et l'actif loué est inscrit au bilan avec en contrepartie une dette initialement de même montant.

Autres actifs financiers

Les participations non consolidées figurent au bilan en « Autres actifs non courants » pour leur coût d'acquisition éventuellement déprécié lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au prix d'acquisition.

Dépréciation des actifs

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur des écarts d'acquisition positifs est testée chaque année.

La valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès lors qu'un indice de perte de valeur apparaît.

Le Groupe a défini des indicateurs de perte de valeur et surveille ces indices au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (U.G.T.) Chaque entité du Groupe générant ses propres flux de trésorerie, il a donc été défini comme règle de retenir l'entité juridique comme équivalent U.G.T.

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition positifs a été affectée aux différentes UGT définies.

Dans le cas où il en ressort un risque de perte de valeur pour un actif ou une UGT, leur valeur recouvrable est estimée. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Pour apprécier la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au taux avant impôt, qui reflète l'appréciation courante du marché et de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat. Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une UGT est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition positif affecté à l'UGT, puis à la réduction des valeurs comptables des autres actifs de l'UGT au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

Taux d'actualisation	9,85 %
Taux d'intérêts de la dette	4,70 %
Taux de croissance à long terme	0 %

ACTIFS COURANTS

Stocks

Les stocks sont évalués au coût de revient selon la méthode du coût moyen pondéré.

Ils sont dépréciés dès lors que leur valeur nette réalisable devient inférieure à leur coût de revient.

Créances d'exploitation

Les créances commerciales sont comptabilisées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué des éventuelles dépréciations.

PASSIFS NON COURANTS

Emprunts

Les emprunts et découverts bancaires portant intérêts sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée du montant des coûts de transaction attribuables. Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti ; la différence entre le coût et la valeur de remboursement est comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée des emprunts, selon la méthode du taux d'intérêts effectif.

Provisions

Les provisions pour risques et charges constituent des passifs dont les échéances ou les montants ne sont pas fixés de façon précise. Les provisions pour risques et charges ont été évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation. Lorsqu'il s'agit de l'évaluation d'une obligation unique et en présence de plusieurs hypothèses d'évaluation de la sortie de ressources, il a été retenu la meilleure estimation du passif correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Les contrats déficitaires non entièrement exécutés à la date d'arrêté font l'objet d'une provision, calculée contrat par contrat. Il n'y a pas de compensation entre les contrats bénéficiaires et les contrats déficitaires.

Engagements retraites et avantages au personnel

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le groupe participe à des régimes de retraites et d'indemnités de départs.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le groupe comptabilise en compte de résultat « Charges de personnel » les cotisations dues au titre de chaque exercice, n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Par ailleurs, certains engagements de retraite mis en place dans le groupe sont des régimes à prestations définies et font par conséquent l'objet d'une évaluation selon la méthode des unités de crédit projetées, en respect de la norme IAS 19 – *Avantages au personnel*. Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ en retraite. Le coût annuel du régime représente le coût attribuable à une année de service additionnelle pour chacun des participants.

Le groupe utilise la méthode du « Corridor » selon laquelle seuls les écarts actuariels représentant plus de 10 % des engagements ou des placements sont amortis sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés. Le Groupe a fait le choix de ne pas utiliser le dernier amendement d'IAS 19 permettant de comptabiliser directement en capitaux propres les écarts actuariels.

Les hypothèses retenues sont :

- Taux d'actualisation : les taux d'actualisations retenus correspondent au taux des obligations d'entreprises notées AA sur la zone Euro et d'une durée de plus de 10 ans (durée de l'engagement calculée en 2005).
Le taux retenu au 31 décembre 2009 de 5,20 % provient des indices Iboxx (corporate AA).
- Taux de rotation : une étude des sorties par âge et par cause de sortie a été réalisée sur les trois derniers exercices.
- Taux d'augmentation des salaires : le taux d'augmentation des salaires retenu est de 3 % pour toutes les catégories de salariés.
- Tables de mortalité : les tables INSEE 2000/2002 Masculine et Féminine ont été retenues.
- Taux de charges sociales : les taux de charges sociales retenus correspondent aux taux de charges en vigueur.
- Hypothèse de départ : départ volontaire du salarié.

PASSIFS COURANTS

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

IMPOTS DIFFERES

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12, l'impôt différé est déterminé selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale en utilisant les taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs d'impôts différés sont constatés et la probabilité de leur récupération est évaluée. Si leur récupération dans les années futures n'est pas raisonnablement certaine, une provision est enregistrée pour ramener l'actif net d'impôt à la valeur qu'il est probable de recouvrer. L'économie potentielle d'impôt sur les déficits reportables n'est retenue que lorsqu'ils présentent un caractère probable d'imputation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.

COMPTE DE RESULTAT

Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont composés de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intra-groupe. Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés (généralement, à la date du transfert de propriété des produits).

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, donc après déduction des remises ou rabais commerciaux.

Les coûts de transport et de manutention facturés aux clients sont compris dans le chiffre d'affaires. Les coûts de transport supportés par le groupe sont inclus dans le coût des biens vendus.

Résultat des opérations faites en commun

Un accord de péréquation a été conclu entre la société Malteries Franco Belges (M.F.B.) et deux sociétés du Groupe Soufflet (Malteries Soufflet et Société des Malteries d'Alsace). Cet accord permet de faire jouer pleinement les synergies et d'optimiser la logistique.

Afin de répartir équitablement le résultat entre ces trois sociétés, la marge brute économique est répartie entre les sociétés au prorata des quantités vendues.

La marge brute économique correspond à la marge brute de chaque société (ventes moins achats et frais sur ventes) diminuée des frais financiers liés à l'exploitation (sur stock, crédits clients et fournisseurs) et des autres éléments d'exploitation relatifs à la commercialisation des produits.

Résultat opérationnel courant

Le groupe utilise le résultat opérationnel courant comme principal indicateur de performance. Le résultat opérationnel courant correspond au résultat de l'ensemble consolidé avant prise en compte :

- des plus et moins values de cessions d'actifs ;
- des autres produits et charges d'exploitation qui comprennent principalement l'effet des :
 - coûts de restructuration ;
 - pertes de valeur d'actifs (y compris des écarts d'acquisition) ;
 - litiges ou évènements très inhabituels ;
 - des produits et charges financiers ;
 - des impôts ;
 - du résultat net des entreprises associées.

Les frais de recherche et développement sont constatés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels comprennent des éléments significatifs qui, en raison de leur nature et de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du groupe. Ils incluent principalement les plus ou moins-values de cession d'activités et de participations consolidées ainsi que les pertes de valeur constatées sur des actifs incorporels (y compris écarts d'acquisition positifs) relatifs à des participations consolidées.

Autres produits et charges financiers

Cette rubrique intègre principalement les pertes et gains de change, les charges et produits financiers sur instruments financiers, et les autres charges et produits financiers divers.

NOTE 4 – Immobilisations incorporelles

La variation des immobilisations incorporelles valeurs brutes se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2009	Acquisitions	Cessions	31/12/2009
Autres immobilisations incorporelles	635			635
TOTAL	635			635

La variation des amortissements et dépréciations sur les immobilisations incorporelles se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2009	Dotations	Reprises	31/12/2009
Amt/Dépr. Autres immo. incorp.	(185)	(22)		(207)
Total Dépr. et Amort.	(185)	(22)		(207)
Total Net	450			428

NOTE 5 – Immobilisations corporelles

La variation des immobilisations corporelles brutes se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2009	acq.	Cess.	Recl.	31/12/2009
Terrains	923				923
Constructions	29 766			313	30 079
Installations tech, matériel & outillage	38 874	63		838	39 775
Autres immobilisations corporelles	342		(7)		335
Immobilisations corporelles en cours	2 880	426		(1 315)	1 991
Total Brut	72 785	489	(7)	(164)	73 103

Le solde du poste de reclassement pour (164) K€ représente la mise au rebut de matériels remplacés.

La variation des amortissements et dépréciations sur les immobilisations corporelles se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2009	Dot.	Rep. / Cess.	Recl.	31/12/2009
Amort. Dépréciat. des constructions	(18 835)	(384)		113	(19 106)
Amort. Dépréc. install tech, mat. & out.	(25 984)	(681)		51	(26 614)
Amort. Dépréciat. autres immob corp.	(281)	(8)	7		(282)
Total Amortiss. et dépréciations	(45 100)	(1 073)	7	164	(46 002)
Total Net	27 685				27 101

NOTE 6 – Participations dans les entreprises associées

Ce poste correspond à la quote-part des capitaux propres consolidés de la Compagnie Internationale de Malteries (C.I.M.) et de ses filiales au 31 Décembre 2009.

Le bilan consolidé synthétique de la C.I.M. au 31 Décembre 2009 établi selon les normes IFRS se présente comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	
Actif	
Total immobilisations	190 092
Autres actifs non courants	1 524
Actif courants	169 455
Actifs destinés à être cédés	
Total	361 071
Passif	
Capitaux propres du Groupe CIM (dont résultat part du Groupe 3 949 k€)	165 504
Intérêts minoritaires	6 406
Emprunts et dettes assimilées non courants	34 722
Autres passifs non courants	7 574
Passifs courants	146 865
Total	361 071

Pour MFB la quote part des capitaux propres de CIM et ses filiales à l'issue de la période est :

165 504 K€ x	47,71 %	= 78 967 K€
Ecart d'acquisition sur titres CIM acquis :		280 K€

Titres mis en équivalence au bilan de MFB :		79 247 K€

NOTE 7 – Autres actifs non courants

La variation des autres actifs financiers en valeurs brutes se décompose comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	01/07/2009	Acq.	Cess.	Recl.	31/12/2009
Titres de participation non consolidés	94		(94)	0	0
Autres créances ratt à des participat. > 1 an	0	153		5 384	5 537
Titres immobilisés (non courants)	557				557
Prêts > 1 an	5 443			(5 384)	59
Dépôts et cautionnements versés > 1 an	95				95
TOTAL	6 189	153	(94)	0	6 248

La variation des provisions sur les autres actifs financiers se décompose comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	01/07/2009	Dot.	Rep. / Cess.	Recl.	31/12/2009
Dépréciations sur titres de participation non consolidés	(94)	0	94	0	0
TOTAL	(94)	0	94	0	0

La société MALTEX a été dissoute sur la période ne dégageant aucun impact sur le résultat. Les titres figuraient au bilan pour 94 K€ et étaient totalement dépréciés.

Les titres immobilisés (non courants) correspondent à des participations en capital au sein des sociétés dans lesquelles le Groupe détient moins de 20 % du capital :

<i>(en K€uros)</i>	valeur brute	dépréciation	valeur nette des titres	% d'intérêt	Derniers capitaux propres	dont résultat	date clôture
Secobra recherches	544	0	544	10,33%	18 027	1 197	30/06/2009
GIAC	13	0	13	0,23%	5 818	45	31/12/2008
TOTAL	557	0	557				

La ventilation par échéance des actifs financiers se décompose comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	TOTAL	de 1 an à 5 ans	+ 5 ans
Autres créances ratt à des participat. > 1 an	5 537	5 537	
Prêts > 1 an	59	41	18
Dépôts et cautionnements versés > 1 an	95		95

NOTE 8 – Emprunts, Dettes financières, Concours bancaires, Dette nette

La variation des autres passifs financiers en valeurs brutes se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2009	Augmentation monétaire ou calculée	Diminution monétaire	Reclasst	31/12/2009
Emprunts et dettes financières non courants					
Emprunts > 1 an	537			(11)	526
Participation des salariés > 1 an	171	28	(1)		198
TOTAL	708	28	(1)	(11)	724
Emprunts courants et concours bancaires					
Emprunts < 1 an	982		(141)	11	852
Intérêts courus sur emprunts	7	16	(7)		16
Concours bancaires (trésorerie passive)	93	627			720
Intérêts courus non échus - passif	1	2			3
Instruments de trésorerie - passif	97	(54)			43
TOTAL	1 180	591	(148)	11	1 634

L'échéancier des emprunts et dettes financières non courants est le suivant :

	de 2 à 5 ans	supérieur à 5 ans	TOTAL
Emprunts > 1 an	526		526
Participation des salariés > 1 an	198		198
TOTAL	724		724

L'endettement financier net est :

(en K€uros)	01/07/2009	Variation globale de la période	Virement à moins d'un an des dettes non courantes	Incidence des variations des taux de change	31/12/2009
Trésorerie Brute	415	347			762
Valeurs mobilières de placement	0				0
Comptes courants actif vis à vis des sociétés liées Hors Groupe	6	(6)			
Comptes courants passif vis à vis des sociétés liées Hors Groupe	(13 445)	4 131			(9 314)
Solde débiteurs et concours bancaires courants	(94)	(628)			(722)
Total des disponibilités et valeurs mobilières de placement	(13 118)	3 844			(9 274)
Dettes financières courantes	(982)	141	(11)		(852)
Dettes financières non courantes	(537)			11	(526)
Intérêts courus sur emprunts	(7)	(9)			(16)
Total des dettes financières	(1 526)	132	0		(1 394)
DETTE NETTE	(14 644)	3 976	0	0	(10 668)

Les comptes courants actif et passif vis à vis des sociétés liées Hors Groupe MFB, fonctionnent en pratique comme des comptes de trésorerie. Ils sont présentés de ce fait dans la partie Trésorerie du Tableau des Flux de Trésorerie.

Les instruments de trésorerie actif et passif en ont en revanche été exclus au 30 juin 2009 [variation 203] comme au 31 décembre 2009 [variation (112)].

NOTE 9 – Provisions

Les postes de provisions se décomposent comme suit :

(en K€uros)	01/07/2009	Dot.	Rep. résultat.	Recl.	31/12/2009
			Prov. utilisées		
Provisions pour retraites et engagements similaires	725	34			759
Autres provisions pour risques > 1 an	18				18
Provisions pour restructurations > 1 an				1 418	1 418
Provisions pour restructurations < 1 an	2 133		(111)	(1 418)	604
Total prov. risques et charges	2 876	34	(111)	0	2 799

Une partie des restructurations a été reportée et donc reclassée en « Provisions pour restructurations > 1 an »

NOTE 10 – Actifs et Passifs d'impôt différé comptabilisés au bilan

Les actifs et passifs d'impôt différé portent sur les éléments suivants :

(impôts différés en K€uros)	ACTIFS			PASSIFS		
	31/12/2009	31/12/2008	30/06/2009	31/12/2009	31/12/2008	30/06/2009
Immobilisations corporelles	(33)	(33)	(33)	42	67	42
Actifs financiers à la juste valeur				111		74
Clients et autres débiteurs				25	16	31
Provisions réglementées				6 958	3 964	6 932
Provisions non déductibles	(538)	(639)	(546)			
Ecart de conversion				5	7	14
Autres éléments	(12)	(7)	(13)			
Déficits fiscaux reportables		(514)				
Dettes (créances) fiscales	(583)	(1 193)	(592)	7 141	4 054	7 093
Compensation	583	1 193	592	(583)	(1 193)	(592)
DETTES (CREANCES) FISCALES NETTES				6 558	2 861	6 501

Variation des différences temporelles en bases au cours de la période :

(bases en K€uros)	30/06/2009	Comptabilisé en résultat	31/12/2009
Immobilisations corporelles	27		27
Actifs financiers à la juste valeur	222	111	333
Clients et autres débiteurs	94	(17)	77
Provisions réglementées	20 798	77	20 875
Provisions non déductibles	(1 639)	25	(1 614)
Ecart de conversion	41	(26)	15
Autres éléments	(38)	2	(36)
Déficits fiscaux reportables			
TOTAL VARIATION BASES IMPOTS DIFFERES	19 505	172	19 677
Effet impôt différé	6 501	57	6 558

NOTE 11 – Information sectorielle

Information sectorielle de premier niveau : analyse par Zone Géographique (en K€uros)

	France	Union Européenne Hors France	Communauté des Etats Indépendants	Autres pays d'Europe	Reste du monde	Total
31/12/2009 (1er semestre 2009/2010)						
Chiffres d'affaires	41 756	683		12	6 989	49 440
Actifs sectoriels	134 106					134 106
Résultat opérationnel	7 935					7 935
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(489)					(489)
31/12/2008 (1er semestre 2008/2009)						
Chiffres d'affaires	42 594	451		701	3 879	47 625
Actifs sectoriels	119 659					119 659
Résultat opérationnel	3 432					3 432
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(876)					(876)
30/06/2009 (exercice 2008/2009)						
Chiffres d'affaires	94 084	1 039	809		10 078	106 010
Actifs sectoriels	142 261					142 261
Résultat opérationnel	15 739					15 739
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(2 986)					(2 986)

NOTE 12 – Accord de péréquation

La société M.F.B. a comptabilisé sur la période dans le poste "Autres produits de l'activité opérationnels courants" du compte de résultat consolidé, au titre de l'accord de péréquation décrit à la note 3, un produit de 1 603 K€.

NOTE 13 – Autres produits et Charges opérationnels non courants

Les postes des autres produits et charges opérationnels non courants se décomposent comme suit :

(en K€uros)	31/12/2009	31/12/2008	30/06/2009
Produits de cession d'immobilisations corporelles		192	192
VNC des immobilisations corporelles cédées		(54)	(54)
Frais de restructuration	(107)	(386)	(674)
Autres		(9)	(9)
Dotations et reprises aux provisions créances d'exploitation	(3)	(3)	(23)
Dotations et reprises aux provisions pour risques et charges	111	(57)	119
Dotations et reprises except. sur immobilisations	(91)	(14)	(123)
Transferts de charges	14	16	16
TOTAL	(76)	(315)	(556)

NOTE 14 – Evaluation des Unités Génératrices de Trésorerie

Aucun indice de perte de valeur n'a été constaté sur le 1^{er} semestre 2009/2010.

NOTE 15 – Amortissements et Provisions

Le poste d'amortissements et de provisions au compte de résultat se décompose comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	31/12/2009	31/12/2008	30/06/2008
Dotations aux amortissements et provisions immo. incorporelles	(21)	(19)	(37)
Dotations aux amortissements et provisions immo. corporelles	(982)	(637)	(1 322)
Reprises aux amortissements et provisions immo. incorporelles			44
Reprises aux amortissements et provisions immo. corporelles			6 555
TOTAL	(1 003)	(656)	5 240

NOTE 16 – Impôts Sociétés

La charge d'impôt de la période du 01/07/2009 au 31/12/2009, qui s'élève à 2 724 K€, se répartit comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	31/12/2009	31/12/2008	30/06/2009
Impôts différés	57	464	4 104
Impôts sur les bénéfices	2 667	404	938
TOTAL	2 724	868	5 042

Le taux d'impôt de droit commun applicable à l'exercice est de 33,33 %. Le taux d'impôt de droit commun applicable à l'exercice précédent était de 33,33 %. Le taux futur sera de 33,33 %.

<i>(en K€uros)</i>	
Résultat net (gain)	7 193
Charge d'impôt comptabilisée	(2 724)
Résultat avant impôt	9 917
Taux d'impôt normal %	33,33%
Charge d'impôt théorique	(3 305)
Différences permanentes	15
Incidences des distorsions social / fiscal	15
Impact de la contribution complémentaire	(62)
Impact lié aux Stés mise en équivalence	628
Incidence de situations fiscales particulières	566
Charge d'impôt réelle	(2 724)

NOTE 17 – Quote-part de résultat dans les entreprises associées

Le compte de résultat ci-dessous présente le résultat consolidé de la Compagnie Internationale de Malteries et de ses filiales, pour la période allant du 1^{er} juillet 2009 au 31 Décembre 2009.

(en K€uros)	31/12/2009	31/12/2008	30/06/2009
Produits des activités ordinaires	134 812	170 860	331 044
Autres produits de l'activité	69	45	186
Achats consommés	(95 784)	(163 966)	(275 424)
Charges externes	(15 153)	(17 962)	(32 678)
Charges de personnel	(4 419)	(5 171)	(10 006)
Impôts et taxes	(474)	(503)	(1 079)
Amortissements et provisions	(7 574)	(4 843)	(8 734)
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	(1 312)	32 481	27 149
Autres produits et charges opérationnels courants	(211)	2 462	1 774
Résultat opérationnel courant	9 954	13 403	32 232
Autres produits et charges opérationnels non courants	(160)	(710)	1 627
Résultat opérationnel	9 794	12 693	33 859
Résultat des équivalents de trésorerie	(149)	45	67
Coût de l'endettement financier brut	(3 060)	(4 584)	(7 746)
Coût de l'endettement financier net	(3 209)	(4 539)	(7 679)
Autres produits et charges financiers	(3 121)	(27 037)	(29 141)
Résultat avant impôt	3 464	(18 883)	(2 961)
Charge d'impôt	(134)	2 535	700
Résultat après impôt	3 330	(16 348)	(2 261)
Part du Groupe	3 949	(16 082)	(2 586)
Part des minoritaires	(619)	(266)	325
Nombre de titres	3 700 754	3 700 754	3 700 754
Résultat Net par action en euro	1,1	(4,3)	(0,7)
Résultat Net dilué par action en euro	1,1	(4,3)	(0,7)

La société C.I.M. et ses filiales sont consolidées par mise en équivalence. La société MFB possède 47,71 % des titres de la société C.I.M.

Pour M.F.B. le résultat des sociétés mises en équivalence sur la période est :

3 949 K€ x 47,71 % 1 884 K€

NOTE 18 – Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie

(en K€uros)	31/12/2009
Ecarts de conversion passif retraités en produits / Dettes fournisseurs	(29)
Ecarts de conversion actifs retraités en charges / Créances clients	4
Total	(25)

NOTE 19 – Variation du Besoin de fonds de roulement

<i>(en K€uros)</i>	31/12/2009	31/12/2008	30/06/2009
Stocks	10 325	(1 279)	(10 602)
Clients et débiteurs divers (*)	1 473	714	(176)
Fournisseurs et créditeurs divers (*)	(12 518)	(355)	7 244
TOTAL	(722)	(920)	(3 534)

(*) hors comptes courants présentés en trésorerie.

NOTE 20 – Dettes garanties par des sûretés réelles

NEANT

NOTE 21 – Montant des engagements financiers

Les engagements d'achats et de ventes ne sont pas communiqués. Cette information qui serait de nature à porter préjudice aux intérêts commerciaux fondamentaux de la société n'est pas fournie.

Engagements donnés

Cautions :
NEANT

Contrats de cogénération :

Dans le cadre de son activité, MFB a conclu plusieurs contrats de cogénération d'une durée de 12 ans (Saint Saulve, Brazey, Prouvy) avec des partenaires industriels. Les cogénérateurs sont construits à côté des malteries utilisatrices.

Un cogénérateur permet la production combinée de chaleur et d'électricité. Le fonctionnement et le statut des cogénérateurs sont régis par l'arrêté du 23 janvier 1995. La cogénération se caractérise par un excellent rendement énergétique. Elle permet des économies d'énergie primaire par rapport à des productions distinctes d'électricité (centrales électriques) et de chaleur (chaudières des utilisateurs). Afin de favoriser le développement de ce dispositif, les pouvoirs publics ont instauré différents avantages fiscaux. Par ailleurs, EDF a une obligation d'achat permanente de l'électricité produite par les cogénérateurs.

Pour bénéficier de ces dispositions, les installations de cogénération doivent obtenir un "certificat de conformité", établi par l'administration, qui atteste le respect des caractéristiques suivantes :

- Rendement énergétique global de 65 % minimum (pour 100 KWH de gaz utilisé, 65 KWH d'énergie-chaleur+électricité-produite),
- Rapport chaleur / force supérieur à 50 %
- Utilisation effective de la chaleur produite.

MFB s'est engagé, dans le cadre de ces contrats, à consommer au minimum 65 % de la chaleur produite par le cogénérateur, cette condition étant nécessaire au statut de cogénérateur. L'électricité produite par le cogénérateur est intégralement achetée par EDF.

MFB peut à tout moment décider d'arrêter son activité sur le site où se trouve le cogénérateur, moyennant le versement d'indemnités de résiliations, et peut donc de facto mettre fin à l'activité de l'installation de cogénération quand il l'entend. Toutefois, dans ce cas, l'installation est conservée par le partenaire.

Engagements de paiements de chaleur restant à courir sur les contrats :

BRAZEY	Engagement d'enlèvement MWh/an	Prix moyen actuel saison 09/10 €/MWh	Somme due/prix actuel €/an
2009-2010	4 025	13	52 325
2010-2011	9 000	13	117 000
2011-2012	5 485	13	71 305
Total			240 630

PROUVY	Engagement d'enlèvement MWh/an	Prix actuel déc- 09 €/MWh	Somme due/prix actuel €/an
2009-2010	14 048	18,51	260 028
2010-2011	18 600	18,51	344 286
2011-2012	18 600	18,51	344 286
Total			948 600

SAINT SAULVE	Engagement d'enlèvement MWh/an	Prix actuel déc- 09 €/MWh	Somme due/prix actuel €/an
2009-2010	3 190	20,87	66 575
2010-2011	6 200	20,87	129 394
2011-2012	6 200	20,87	129 394
Total			325 363

Engagements reçus

NEANT

Rémunération des dirigeants

Aucune rémunération ou avantage de toute nature n'a été versé durant l'exercice aux mandataires sociaux par les sociétés du groupe Malteries Franco-Belges.

NOTE 22 – Gestion des risques

Le risque de change

Le Groupe Malteries Franco-Belges a choisi de couvrir, lorsque la législation et les marchés le permettent, les risques de change encourus sur les transactions courantes en devises étrangères.

Les instruments de couverture utilisés sont limités à des contrats de change à terme et à des options de change « vanille » ayant une maturité initiale généralement inférieure à un an.

Dans les pays d'Europe de l'Est, le Groupe MFB couvre son risque de change également en utilisant des emprunts libellés dans la devise du contrat (USD et euros), qui lui permettent de financer les achats de matières premières. Compte tenu du décalage entre l'achat des matières premières et l'encaissement des factures de ventes, le Groupe peut constater des gains ou des pertes de change latentes importantes

Le Groupe a en revanche décidé de ne pas couvrir le risque de change sur les actifs immobilisés situés hors de France ou les emprunts les finançant. Cette décision s'appuie sur les constats suivants :

- Compte tenu des marchés de la plupart des devises concernées, il est impossible de se couvrir sur de longues périodes. Dans le cas où cette couverture serait possible, son coût est prohibitif.
- La valeur de marchés des actifs immobilisés est à ce jour exprimée en monnaie forte, essentiellement euro ou dollar américain.

Cette politique peut avoir pour conséquence des gains ou pertes de change sur la partie des investissements financés par emprunt en devises fortes.

Le risque de taux d'intérêts

Le résultat du Groupe Malteries Franco Belges est exposé au risque de variations des taux d'intérêt. Dans le cadre de sa politique générale, le Groupe arbitre en tout ou partie ce risque en utilisant notamment des swap de taux d'intérêt, des options de type caps, floors ou des combinaisons de ces deux instruments.

Le risque pays

Le groupe ne peut assurer que ses résultats financiers ne seraient pas significativement affectés par un bouleversement des conditions économiques, politiques, et réglementaires dans certains des pays où il est présent.

Le risque de crédit

Dans le cadre de ces activités de marché, le Groupe est exposé au risque de crédit en cas de défaillance d'une contrepartie. Il pratique une sélection rigoureuse fondée sur les notations des agences de rating et l'étude des états financiers.

Compte tenu de la dégradation récente des notations des résultats des établissements de crédit et de la difficulté de compréhension de leurs états financiers, il a été décidé de réduire le nombre des contreparties aux seuls intermédiaires financiers avec lesquels le Groupe est en relations habituelles, notamment en matière de financement.

Dans ce contexte, le Groupe ne prévoit pas dans un horizon prévisible de défaillances de contreparties ayant une incidence significative sur les états financiers du Groupe.

Le risque "matières"

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est exposé au risque de fluctuation des matières premières. Afin de limiter son exposition, un Comité de Gestion des Risques matières premières a été mis en place. Il se réunit de manière hebdomadaire en session limitée dans chaque division, et mensuelle en session élargie regroupant toutes les divisions du Groupe Soufflet. Les positions matières premières sont ainsi analysées et les limites de positions revues en fonction de l'évolution des marchés.

NOTE 23 – Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant dans le compte de résultat de la période est de 62 871€ au titre du contrôle légal des comptes.



KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France

Constantin Associés

Membre de Deloitte Touche Tohmatsu
114, rue Marius AUFAN
92532 Levallois-Perret
France

Malteries Franco-Belges S.A.

**Rapport des commissaires aux
comptes sur l'information
financière semestrielle**

Période du 1er juillet 2009 au 31 décembre 2009
Malteries Franco-Belges S.A.
Quai du Général Sarrail - 10400 Nogent-sur-Seine
Ce rapport contient 29 pages



KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France

Constantin Associés

Membre de Deloitte Touche Tohmatsu
114, rue Marius AUFAN
92532 Levallois-Perret
France

Malteries Franco-Belges S.A.

Siège social : Quai du Général Sarrail - 10400 Nogent-sur-Seine

Capital social : € 15 123 000

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} juillet 2009 au 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

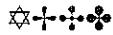
- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Malteries Franco-Belges S.A., relatifs à la période du 1^{er} juillet 2009 au 31 décembre 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.



II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité et exposant notamment les difficultés à appréhender les perspectives dans un contexte de crise économique mondiale.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Paris La Défense, le 26 février 2010

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Alphonse Delaroque
Associé

Levallois-Perret, le 26 février 2010

Constantin Associés
Membre de Deloitte Touche Tohmatsu

Laurent Lévesque
Associé